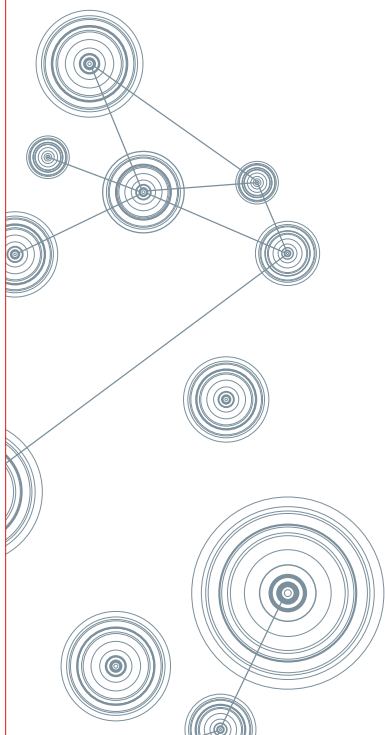




AIDES PUBLIQUES À LA RECHERCHE, AU DÉVELOPPEMENT ET À L'INNOVATION EN FAVEUR DE L'ÉCONOMIE LUXEMBOURGEOISE

LOI DU 5 JUIN 2009 RELATIVE À LA PROMOTION DE LA RECHERCHE, DU DÉVELOPPEMENT ET DE L'INNOVATION

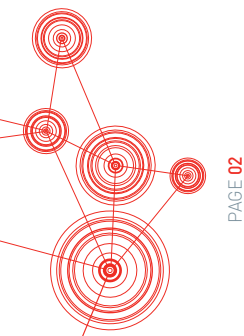


LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie
et du Commerce extérieur



SOMMAIRE

Éditos	03
Les régimes d’aides de la loi du 5 juin 2009	05
1. Projets ou programmes de Recherche & Développement	06
2. Etudes de faisabilité technique	08
3. Protection de la propriété industrielle technique	10
4. Aide aux jeunes entreprises innovantes	12
5. Services de conseil en innovation et de soutien à l’innovation	14
6. Détachement temporaire de personnel hautement qualifié	16
7. Innovation de procédé et d’organisation dans les services	18
8. Investissement dans des pôles d’innovation	20
9. Animation de pôles d’innovation	20
10. Mesures « de minimis »	22
Tableau des intensités d’aide des nouveaux régimes	24
Modalités de demande d’aide	26
Assistance personnalisée de Luxinnovation	27



STIMULER LA RECHERCHE ET L'INNOVATION GRÂCE AUX NOUVELLES AIDES PUBLIQUES

L'innovation et la recherche sont les clés permettant aux entreprises de se différencier et de s'affirmer dans un environnement de plus en plus compétitif. Toute entreprise, petite ou grande, possède un potentiel d'innovation qu'il importe de stimuler.

C'est pourquoi le Gouvernement luxembourgeois a créé un nouveau cadre légal pour le soutien à la recherche, au développement et à l'innovation au Luxembourg. Si l'ancienne législation était réservée aux seuls projets de recherche et développement, la loi du 5 juin 2009 ouvre des possibilités de soutien financier aux entreprises s'engageant dans des démarches d'innovation.

La nouvelle loi prévoit ainsi plusieurs régimes d'aide pour, entre autres, cofinancer les études de faisabilité technique, la protection de la propriété industrielle, les efforts d'innovation organisationnelle ou encore les frais de conseil en innovation.

Une des mesures permet aussi de cofinancer tous les frais de développement d'une jeune entreprise innovante de moins de 6 ans. Si certains de ces nouveaux régimes sont réservés aux seules PME, je prévois de faire profiter également les grandes entreprises de soutiens comparables, sous forme d'aides «de minimis». Certains régimes d'aide proposent également des intensités d'aide plus élevées afin d'inciter des partenariats public-privé ainsi que des collaborations transfrontalières.

La présente brochure, réalisée par Luxinnovation, expose les nouveaux régimes prévus par la loi afin de permettre aux porteurs de projets de pouvoir rapidement comprendre les mécanismes incitatifs mis en œuvre par le Gouvernement.

J'invite les entrepreneurs et chercheurs à recourir amplement aux services d'orientation et de soutien de Luxinnovation qui est leur partenaire privilégié pour discuter en confiance de leurs projets d'innovation et de recherche.



Jeannot Krecké

Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur

UNE ASSISTANCE PERSONNALISÉE DANS VOS DÉMARCHES D'INNOVATION

Chargée de la promotion de la nouvelle loi en faveur de la recherche, du développement et de l'innovation, Luxinnovation vise, avec cette brochure, à donner une première grille de lecture des mesures d'aide disponibles.

Cette publication apporte pour chacun des régimes d'aide de la nouvelle loi des réponses simples aux questions telles que : En quoi consiste cette nouvelle aide publique ? À qui s'adresse-t-elle ? Quels types de frais finance-t-elle ? À combien s'élève le montant de l'aide ?

Mais chaque projet est unique ! Aussi, Luxinnovation vous propose une assistance personnalisée qui s'adapte à chaque contexte. Que ce soit pour répondre à vos questions liées à l'éligibilité d'une aide, pour vous guider dans la préparation de votre dossier de demande, pour encadrer la constitution de votre entreprise innovante, trouver l'expert en innovation qui vous convient, bénéficier d'un transfert de technologie ou trouver un partenaire de collaboration technique, Luxinnovation développe des solutions sur mesure. Une équipe spécifique s'occupe de chaque projet. Luxinnovation met au service de ses clients ses réseaux et contacts, cela dans le strict respect de la confidentialité.

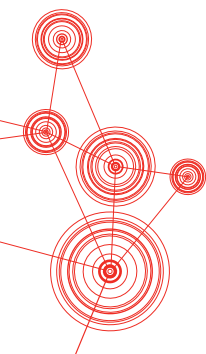
C'est ainsi que l'Agence s'engage à vos côtés, forte de ses 25 ans d'expérience, pour faire avancer vos idées.

Passons ensemble de l'idée à l'action !



Marco Walentiny

Président de Luxinnovation GIE,
Chargé de la Direction de la recherche, du développement et de l'innovation,
Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur



LES RÉGIMES D'AIDES

La loi du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation (RDI) permet au gouvernement d'octroyer aux entreprises et organismes de recherche des aides spécifiques à la RDI selon les régimes et mesures d'aide suivants :

- les projets ou programmes de Recherche & Développement (R&D) ;
- les études de faisabilité technique ;
- la protection de la propriété industrielle technique ;
- l'aide aux jeunes entreprises innovantes ;
- les services de conseil en innovation et de soutien à l'innovation ;
- le détachement temporaire de personnel hautement qualifié ;
- l'innovation de procédé et d'organisation dans les services ;
- l'investissement dans les pôles d'innovation et l'animation de pôles d'innovation ;
- les mesures «de minimis ».

Offrir un cadre opportun à la recherche, au développement et à l'innovation au Luxembourg.

Le Gouvernement luxembourgeois a saisi l'opportunité du nouvel encadrement communautaire pour adapter le régime d'aides à la RDI en tenant compte des évolutions du contexte national intervenues depuis le précédent régime de 1993. Il a notamment été tenu compte de l'élargissement des compétences des Centres de recherche ou encore des difficultés d'accès à l'innovation des Petites et Moyennes Entreprises (PME).

D'une manière générale, la nouvelle loi offre une panoplie d'outils adaptés aux besoins des acteurs de la RDI et vise à une simplification et accélération des procédures d'accès aux aides.

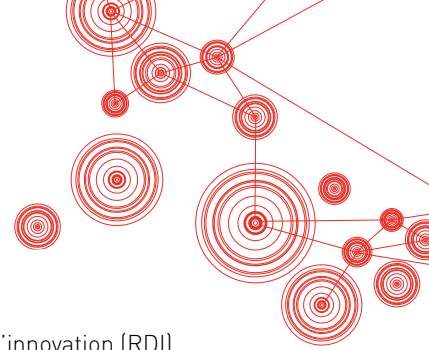
Définition des Petites et Moyennes Entreprises

La catégorie des **petites entreprises** est constituée par des entreprises qui occupent moins de 50 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel ou le total du bilan annuel n'excède pas 10 millions d'euros.

La catégorie des **moyennes entreprises** est constituée par des entreprises qui occupent moins de 250 salariés et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 millions d'euros ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 43 millions d'euros.

Toutefois, les entreprises concernées peuvent, sous certaines conditions, perdre leur caractère de petite ou de moyenne entreprise, si elles ne sont pas autonomes, c'est-à-dire, si elles sont détenues à raison de 25% ou plus du capital social ou des droits de vote par une autre entreprise ou détenues par plusieurs entreprises liées ou si elles exercent un contrôle en aval sur une autre entreprise.

Retrouvez la définition complète du Règlement grand-ducal du 16 mars 2005 portant adaptation de la définition des micro, petites et moyennes entreprises sur le Portail luxembourgeois de l'innovation et de la recherche sous la rubrique «Publications», «Textes de loi et règlements» : <http://www.innovation.public.lu>



1. PROJETS OU PROGRAMMES DE RECHERCHE & DÉVELOPPEMENT (R&D)



EN QUOI CELA CONSISTE ?

TROIS TYPES DE R&D SONT CONCERNÉS

- **le développement expérimental** : activité visant à développer des produits, des procédés, des services, des méthodes ou organisations nouveaux, modifiés ou améliorés (y compris la création de prototypes).
- **la recherche industrielle** : recherche visant à acquérir de nouvelles connaissances non encore exploitables commercialement dans le but de permettre (éventuellement lors d'un développement expérimental ultérieur) la création de nouveaux produits, procédés, services, méthodes ou organisations.
- **la recherche fondamentale** : activité visant à élargir des connaissances scientifiques et techniques non liées à des objectifs industriels ou commerciaux.

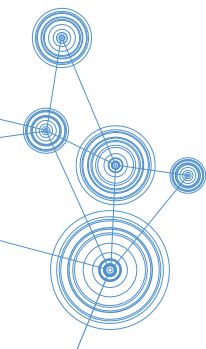
LES PRINCIPAUX CRITÈRES D'ÉVALUATION :

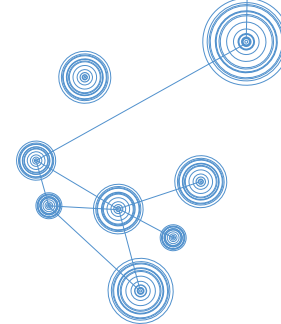
- le caractère innovant du projet ;
- les risques technologiques qui permettent de démontrer le caractère R&D du projet ;
- le potentiel économique (sauf pour la recherche fondamentale) ;
- la capacité financière de l'entreprise en relation avec la taille du projet.



À QUI S'ADRESSENT CES AIDES ?

Toutes les entreprises et organismes de recherche privés établis au Luxembourg sont éligibles.





POUR FINANCER QUOI ?

Les coûts éligibles comportent les coûts suivants directement liés au projet ou programme de R&D :

- les dépenses de personnel ;
- les coûts d'utilisation des instruments, équipements, machines, outillages, installations, terrains et bâtiments ;
- les matériaux et autres consommables ;
- les frais de sous-traitance ;
- les frais généraux ;
- tout autre type de coût directement lié au projet.



À COMBIEN S'ÉLÈVENT CES AIDES ?

Les intensités d'aide, calculées sur la base des coûts éligibles du projet ou du programme, ne peuvent pas dépasser les plafonds suivants :

Intensité maximale de l'aide	Grande entreprise ou grand organisme de recherche privé	Entreprise moyenne ou organisme de recherche moyen privé (y inclus majoration : 10%) ¹	Petite entreprise ou petit organisme de recherche privé (y inclus majoration : 20%) ¹
Développement expérimental	25%	35%	45%
Développement expérimental + coopération (y inclus majoration : 15%)	40% ²	50% ³	60% ³
Recherche industrielle	50%	60%	70%
Recherche industrielle + coopération (y inclus majoration : 15%)	65% ²	75% ³	80% ^{3,4}
Recherche fondamentale	100%	100%	100%

¹ Cf. la définition des Petites et Moyennes Entreprises (p.5)

² Coopération avec au moins un organisme de recherche public luxembourgeois ou une PME luxembourgeoise ou une entreprise étrangère (Union européenne). La sous-traitance n'est pas considérée comme une coopération effective.

³ Coopération avec au moins un organisme de recherche public luxembourgeois ou une entreprise luxembourgeoise ou étrangère (Union européenne). La sous-traitance n'est pas considérée comme une coopération effective.

⁴ Intensité d'aide maximale prévue pour la recherche industrielle, toutes primes incluses.

2. ÉTUDES DE FAISABILITÉ TECHNIQUE



EN QUOI CELA CONSISTE ?

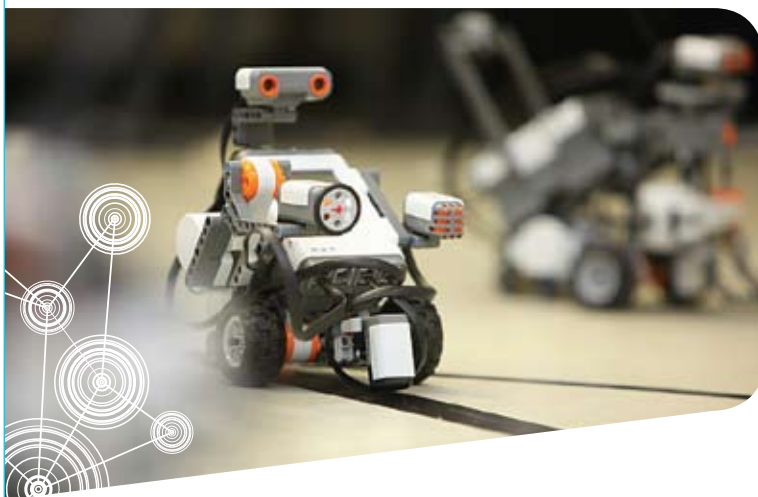
Il s'agit d'une étude préalable à un projet ou programme de R&D ayant pour objectif de déterminer la faisabilité technique du projet ou programme. Ce type d'étude doit notamment permettre d'identifier les risques technologiques, les avantages d'un produit face aux offres concurrentes ou encore d'évaluer les potentiels d'une technologie pour le développement d'une nouvelle application.

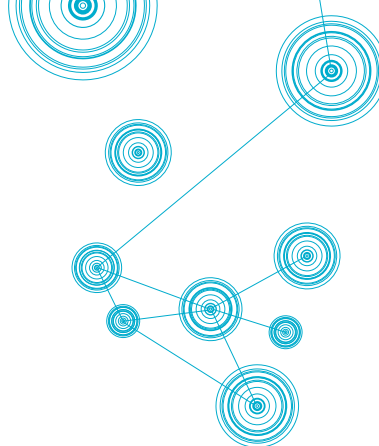
Les conclusions de l'étude doivent permettre de prendre une décision sur le lancement d'un projet ou programme de R&D.



À QUI S'ADRESSENT CES AIDES ?

Toutes les entreprises et organismes de recherche privés établis au Luxembourg sont éligibles.





POUR FINANCER QUOI ?

Les coûts éligibles sont les mêmes que pour les projets ou programmes de R&D, à savoir les coûts directement liés à l'étude de faisabilité technique :

- les dépenses de personnel ;
- les coûts d'utilisation des instruments, équipements, machines, outillages, installations, terrains et bâtiments ;
- les matériaux et autres consommables ;
- les frais de sous-traitance ;
- les frais généraux ;
- tout autre type de coûts directement liés à l'étude.



À COMBIEN S'ÉLÈVENT CES AIDES ?

Les intensités maximales d'aide prévues varient suivant le type d'étude.

- Pour une étude préalable à une activité de recherche industrielle :
 - 75% des coûts éligibles pour les Petites et Moyennes Entreprises (PME)¹ ;
 - 65% des coûts éligibles pour les grandes entreprises.
- Pour une étude préalable à une activité de développement expérimental :
 - 50% des coûts éligibles pour les PME ;
 - 40% des coûts éligibles pour les grandes entreprises.

¹ Cf. la définition des Petites et Moyennes Entreprises (p.5)



3. PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE TECHNIQUE



EN QUOI CELA CONSISTE ?

La propriété industrielle technique est définie par la loi comme un monopole temporaire sur l'utilisation et la disposition d'une œuvre de l'esprit protégée par un titre, tel que brevet, dessin ou modèle, ou par un droit d'auteur sur logiciels.

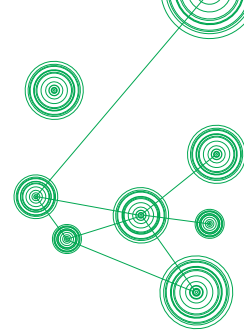


À QUI S'ADRESSENT CES AIDES ?

Cette aide est réservée aux Petites et Moyennes Entreprises (PME) et organismes de recherche privés (répondant aux critères de PME) établis au Luxembourg.



© Mikko Pitkanen



POUR FINANCER QUOI ?

Les coûts éligibles couvrent :

- tous les coûts antérieurs à l'octroi des droits dans la première juridiction ;
- les coûts de traduction et autres coûts directs liés à l'obtention ou à la validation des droits dans d'autres juridictions ;
- les coûts de défense de la validité des droits dans le cadre du suivi officiel de la demande et d'éventuelles procédures d'opposition.



À COMBIEN S'ÉLÈVENT CES AIDES ?

L'intensité maximale est équivalente à celle dont auraient pu bénéficier les activités de R&D ayant conduit à l'obtention des droits, à savoir :

- 100% pour des frais consécutifs à une activité de recherche fondamentale ;
- 50% pour des frais consécutifs à une activité de recherche industrielle ;
- 25% pour des frais consécutifs à une activité de développement expérimental.

Une majoration de 15% est prévue pour les frais de propriété industrielle technique occasionnés à l'issue d'une coopération effective avec au moins un organisme de recherche public luxembourgeois ou une entreprise luxembourgeoise ou étrangère (Union européenne). La sous-traitance n'est pas considérée comme une coopération effective.

4. AIDE AUX JEUNES ENTREPRISES INNOVANTES



EN QUOI CELA CONSISTE ?

L'aide aux jeunes entreprises innovantes vise à couvrir le besoin de financement de ces entreprises à fort potentiel de croissance au cours de leur phase de développement.



À QUI S'ADRESSENT CES AIDES ?

Sont éligibles les petites entreprises¹ ou petits organismes de recherche privés¹ établis au Luxembourg dont la création remonte à moins de 6 ans avant l'octroi de l'aide :

- qui développeront dans un avenir prévisible de produits, procédés ou services nouveaux présentant un risque d'échec technique ou industriel significatif
- OU
- dont au moins 15% des dépenses de fonctionnement ont été consacrées à la R&D sur au moins une des 3 années précédant l'octroi de l'aide ou sur l'année en cours.



© Luminis



POUR FINANCER QUOI ?

Toutes les dépenses de l'entreprise sont éligibles. L'aide convient ainsi particulièrement au soutien du développement commercial de l'entreprise ou pour la mise en place de son infrastructure.



À COMBIEN S'ÉLÈVENT CES AIDES ?

L'aide ne peut être attribuée qu'une seule fois et ne peut excéder 1 million d'Euros.

Cette aide peut être cumulée avec d'autres aides prévues au titre des régimes d'aide à la RDI, aussi longtemps que ces aides ne couvrent pas les mêmes dépenses.

5. SERVICES DE CONSEIL EN INNOVATION ET DE SOUTIEN À L'INNOVATION



EN QUOI CELA CONSISTE ?

Ce régime encourage le recours des Petites et Moyennes Entreprises (PME) à des prestations externes afin d'initier et de soutenir leur démarche d'innovation.

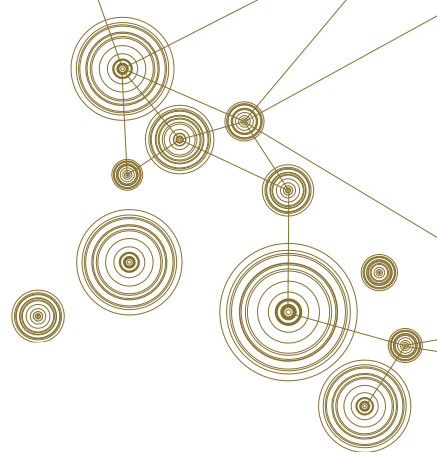


À QUI S'ADRESSENT CES AIDES ?

Cette aide est réservée aux PME et organismes de recherche privés (répondant aux critères de PME) établis au Luxembourg.



© Kacper Nowicki



POUR FINANCER QUOI ?

Les prestations externes relatives à des services de conseil en innovation et de soutien à l'innovation sont éligibles.

Les coûts suivants sont admissibles au titre d'une aide :

- aux services de conseil en innovation :
les coûts liés aux conseils de gestion, à l'assistance technique, aux services de veille technologique, de transfert de technologie, aux conseils pour l'acquisition, la protection ou l'échange de droits de propriété industrielle technique ou pour les accords d'octroi de licence, aux activités de conseil relatives à l'utilisation de normes techniques.
- aux services de soutien à l'innovation :
les coûts d'utilisation temporaire de locaux, de banques de données, de bibliothèques techniques et de laboratoires, les coûts liés aux études de marché, de la qualité, aux essais et à la certification.



À COMBIEN S'ÉLÈVENT CES AIDES ?

L'intensité maximale de l'aide est de 75 % des coûts éligibles (et éventuellement jusqu'à 100 % si l'expert est agréé). Les modalités d'attribution de cet agrément sont précisées dans un règlement grand-ducal.

L'aide est limitée à 200 000 Euros sur 3 ans.

6. DÉTACHEMENT TEMPORAIRE DE PERSONNEL HAUTEMENT QUALIFIÉ



EN QUOI CELA CONSISTE ?

Cette mesure doit faciliter l'accès à des ressources humaines hautement qualifiées issues d'organismes de recherche publics ou de grandes entreprises pouvant mettre leurs connaissances et savoir-faire à profit.

Il est entendu par « détachement », l'affectation temporaire d'une personne à un organisme de recherche privé ou à une entreprise, et assortie d'un droit de retour à l'établissement détachant le personnel à l'issue de la période d'affectation.

Un « personnel hautement qualifié » est défini comme une personne titulaire d'un titre universitaire sanctionnant un parcours d'enseignement supérieur d'au moins 4 ans et pouvant se prévaloir d'une expérience d'au moins 5 ans dans les domaines de la recherche, de l'ingénierie, de la conception de produits, services, procédés ou de leur commercialisation.



À QUI S'ADRESSENT CES AIDES ?

Cette aide est réservée aux Petites et Moyennes Entreprises (PME) établies au Luxembourg.

Les conditions suivantes doivent être respectées :

- le personnel est détaché par une grande entreprise ou un organisme de recherche et ne remplace aucun autre salarié ;
- le personnel est affecté à une fonction nouvellement créée ;
- le personnel doit avoir une ancienneté d'au moins 2 ans dans l'établissement d'origine ;
- le personnel doit effectuer des activités de RDI auprès du bénéficiaire de l'aide.



POUR FINANCER QUOI ?

Les coûts éligibles comportent :

- les coûts salariaux du personnel engagé pendant une durée maximale de 3 ans ;
- les frais de recrutement ;
- les éventuels frais de déménagement du personnel détaché et de sa famille.



À COMBIEN S'ÉLÈVENT CES AIDES ?

L'intensité maximale est de 50% des coûts éligibles.



7. INNOVATION DE PROCÉDÉ ET D'ORGANISATION DANS LES SERVICES



EN QUOI CELA CONSISTE ?

Une « **innovation d'organisation** » correspond à la mise en œuvre d'une méthode organisationnelle nouvelle dans les pratiques, sur le lieu de travail ou dans les relations extérieures de l'entreprise.

Une « **innovation de procédé** » est la mise en œuvre d'une méthode de production ou de distribution nouvelle ou sensiblement améliorée.



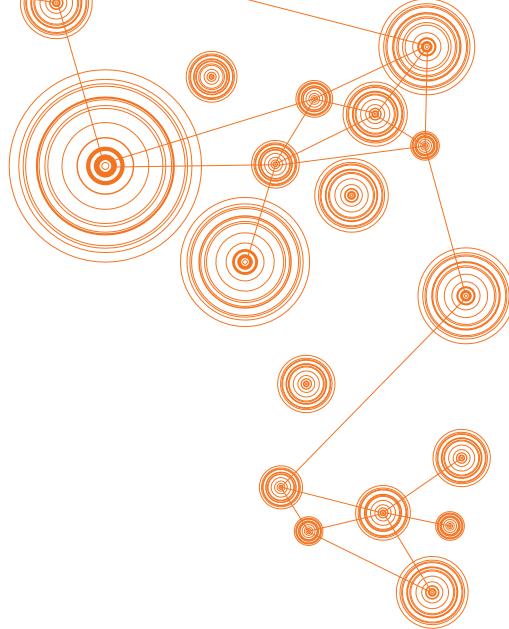
À QUI S'ADRESSENT CES AIDES ?

L'aide est ouverte à toutes les entreprises sachant que les grandes entreprises doivent collaborer avec au moins une petite ou moyenne entreprise.

Les conditions suivantes doivent être respectées :

- l'innovation d'organisation doit être liée à l'utilisation et l'exploitation de Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) ;
- le projet ou programme doit être dirigé par un chef de projet identifié et qualifié, les coûts du projet ou programme devant faire l'objet d'un budget ;
- le projet ou programme doit déboucher sur la mise au point d'une norme, d'un modèle, d'une méthode ou d'une notion économique pouvant être systématiquement reproduit ;
- l'innovation doit représenter une nouveauté ou une amélioration sensible par rapport à l'état de l'art dans le secteur concerné au sein de l'Union européenne ;
- le projet ou programme doit comporter un degré de risque d'échec réel.





POUR FINANCER QUOI ?

Les coûts éligibles comportent :

- les dépenses de personnel ;
- les coûts d'utilisation des instruments, équipements, machines, outillages, installations, terrains et bâtiments ;
- les matériaux et autres consommables ;
- les coûts de sous-traitance ;
- les frais généraux ;
- tout autre type de coûts directement liés au projet.

Dans le cas d'une innovation d'organisation, seuls les coûts liés à l'utilisation et l'exploitation des TIC sont éligibles.



À COMBIEN S'ÉLÈVENT CES AIDES ?

Les intensités d'aide maximales sont les suivantes :

- 15% des coûts éligibles pour les grandes entreprises ;
- 25% des coûts éligibles pour les moyennes entreprises ;
- 35% des coûts éligibles pour les petites entreprises.

8. & 9. INVESTISSEMENTS DANS DES PÔLES D'INNOVATION & ANIMATION DE PÔLES D'INNOVATION



EN QUOI CELA CONSISTE ?

Un « pôle d'innovation » est défini comme un groupement d'entreprises indépendantes ou d'organismes de recherche. Ce groupement doit être actif dans un secteur ou région particuliers ou doit partager des intérêts ou compétences similaires ou complémentaires.

Son objectif est de :

- favoriser l'innovation en encourageant l'interaction, le partage des équipements et l'échange de connaissances et de savoir-faire à des fins de recherche, de développement ou d'innovation ;
- contribuer au transfert de technologies, à la mise en réseau et à la diffusion de l'information scientifique et technique entre les entreprises et organismes de recherche constituant le groupement.

L'aide peut couvrir deux volets :

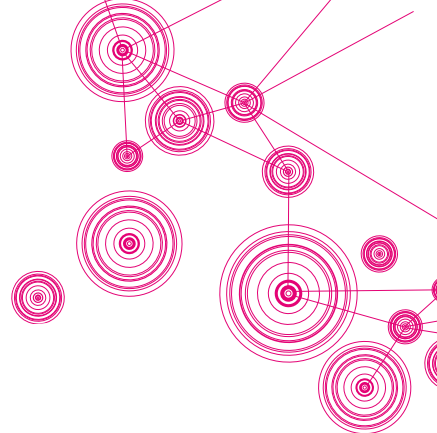
- les coûts d'investissement dans un pôle d'innovation ;
- les frais d'animation d'un pôle d'innovation.



À QUI S'ADRESSENT CES AIDES ?

Toutes les entreprises ainsi que les organismes de recherche publics ou privés établis au Luxembourg sont éligibles à ces régimes.

Le bénéficiaire de l'aide à l'investissement dans un pôle d'innovation doit être chargé de la gestion des installations et activités du pôle d'innovation de même que de l'accès aux locaux. Celui-ci doit être libre aux entreprises et organismes de recherche publics ou privés souhaitant utiliser les installations du pôle. Les redevances d'utilisation des installations doivent refléter les coûts d'investissement, d'entretien et de gestion des installations.



POUR FINANCER QUOI ?

Volet « investissements » :

- L'aide peut être octroyée au gestionnaire d'un pôle d'innovation pour les investissements suivants :
 - terrains et bâtiments pour laboratoires de recherche et locaux de formation ;
 - équipements de recherche, de laboratoire et d'essais ;
 - équipements de réseau à haut débit.

Volet « animation » :

- Les coûts admissibles pour l'animateur d'un pôle d'innovation sont les frais de personnel et frais administratifs liés aux activités suivantes :
 - opérations de promotion pour attirer de nouveaux membres dans le pôle d'innovation ;
 - gestion des installations du pôle d'innovation ;
 - organisation de programmes de formation, d'ateliers et de conférences pour faciliter le transfert de connaissances et le travail en réseau entre les membres du pôle d'innovation.



À COMBIEN S'ÉLÈVENT CES AIDES ?

Volet « investissements » :

L'intensité d'aide maximale est de 15%. Des majorations peuvent être accordées aux petites entreprises (+20%), aux moyennes entreprises (+10%) et sous certaines conditions aux organismes de recherche publics [jusqu'à +35%].

Volet « animation » :

- L'aide peut être :
 - linéaire, limitée à 50% des coûts admissibles annuels sur une période maximale de 5 ans ;
 - dégressive et, dans ce cas, l'intensité peut atteindre 100% la première année et doit ensuite diminuer de façon linéaire pour atteindre un taux de 0% la 5^{ème} année.

Des majorations [jusqu'à une intensité totale maximale de 75%] et des extensions de durée [jusqu'à 10 ans au maximum] peuvent être accordées aux organismes de recherche publics sous certaines conditions.

10. MESURES « DE MINIMIS »



EN QUOI CELA CONSISTE ?

Afin de permettre aux entreprises et organismes de recherche privés, ne correspondant pas, en raison de leur taille ou d'autres critères d'éligibilité, au champ d'application d'un des régimes d'aide définis par la loi, les ministres peuvent appliquer des mesures d'aides dérogatoires plafonnées, dites « de minimis ».



À QUI S'ADRESSENT CES AIDES ?

Toutes les entreprises et organismes de recherche privés établis au Luxembourg sont éligibles.



POUR FINANCER QUOI ?

Les coûts éligibles correspondent aux frais prévus par un des régimes d'aide définis par la loi.



À COMBIEN S'ÉLÈVENT CES AIDES ?

En application des dispositions du règlement N°1998/2006 de la Commission européenne, le montant brut total des aides « de minimis » ne pourra pas dépasser, par entreprise ou organisme de recherche privé, le plafond prévu par ledit règlement ou par le ou les règlements appelés à le remplacer. Ce montant est actuellement de 200 000 Euros par période de 3 exercices comptables.

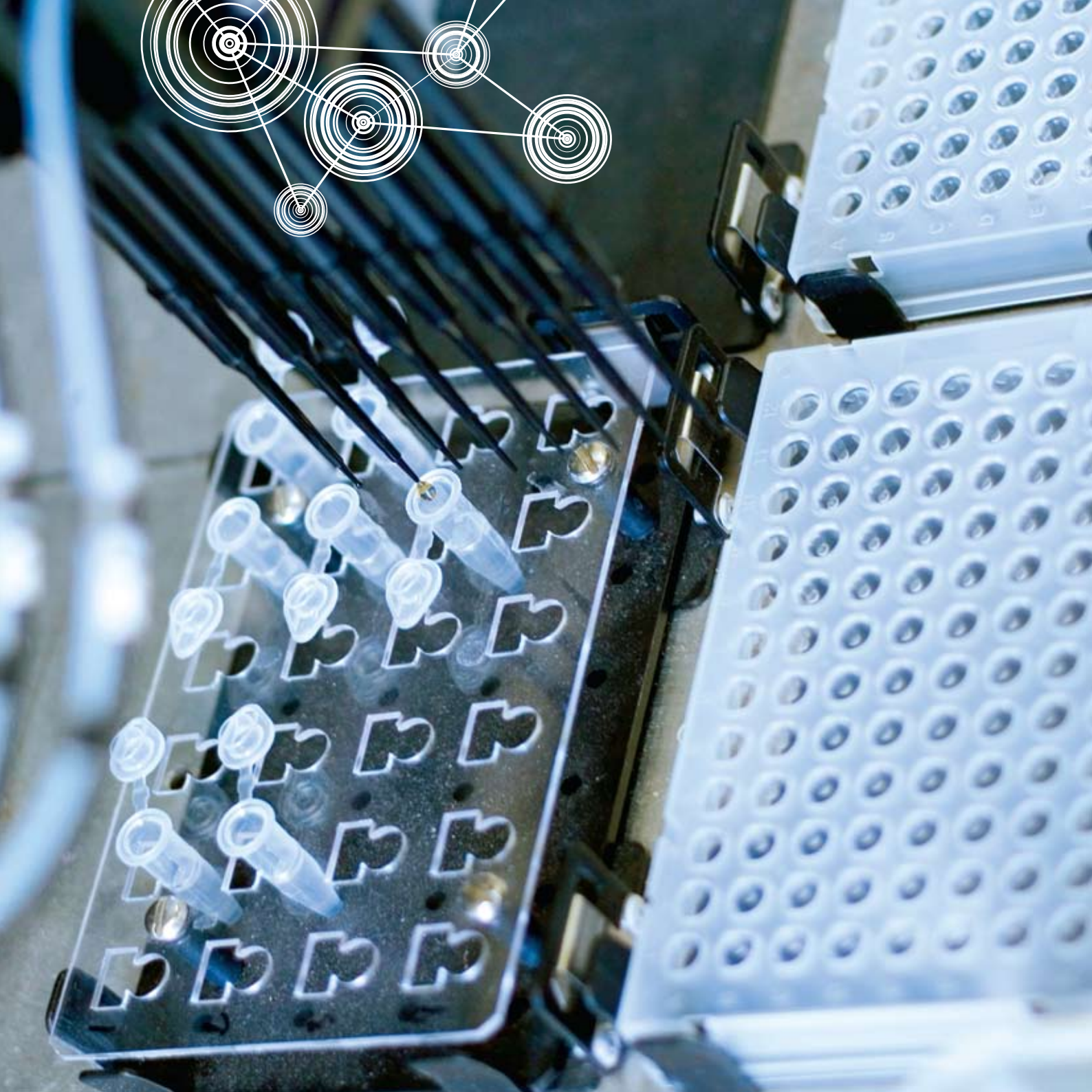
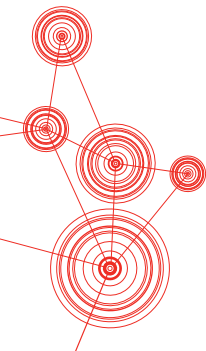


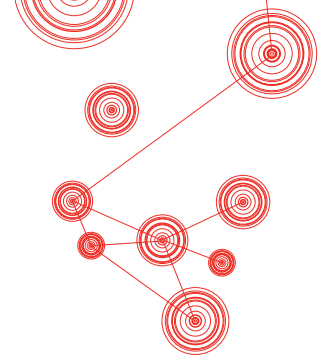
TABLEAU DES INTENSITÉS D'AIDE DES NOUVEAUX RÉGIMES ET MESURES

Le tableau ci-après résume les intensités d'aides **maximales** de tous les régimes d'aides prévus par la loi du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation. Chaque ligne représente un régime ou une mesure d'aide spécifique.

INTENSITE MAXIMALE / MONTANT PLAFOND

Type de régime	Type de projet ou programme de R&D	Grande entreprise ou grand organisme de recherche privé	Moyenne entreprise ou organisme de recherche moyen privé (y inclus majoration : 10%) ¹	Petite entreprise ou petit organisme de recherche privé (y inclus majoration : 20%) ¹	Organisme de recherche public
Projet ou programme de R&D	développement expérimental	25%	35%	45%	n.a.
	développement expérimental + coopération (y inclus majoration: 15%)	40%	50%	60%	n.a.
	recherche industrielle	50%	60%	70%	n.a.
	recherche industrielle + coopération (y inclus majoration: 15%)	65%	75%	80%	n.a.
	recherche fondamentale	100%	100%	100%	n.a.
Etude de faisabilité technique	préalable à un développement expérimental	40%	50%	50%	n.a.
	préalable à une recherche industrielle	65%	75%	75%	n.a.
Protection de la propriété industrielle technique	consécutive à un développement expérimental	n.a. ²	25%	25%	n.a.
	consécutive à un développement expérimental + coopération (y inclus majoration: 15%)	n.a. ²	40%	40%	n.a.
	consécutive à une recherche industrielle	n.a. ²	50%	50%	n.a.
	consécutive à une recherche industrielle + coopération (y inclus majoration: 15%)	n.a. ²	65%	65%	n.a.
	consécutive à une recherche fondamentale	n.a. ²	100%	100%	n.a.





INTENSITE MAXIMALE / MONTANT PLAFOND

Type de régime	Grande entreprise ou grand organisme de recherche privé	Moyenne entreprise ou organisme de recherche moyen privé (y inclus majoration : 10%) ¹	Petite entreprise ou petit organisme de recherche privé (y inclus majoration : 20%) ¹	Organisme de recherche public
Aide aux jeunes entreprises innovantes	n.a.	n.a.	1 000 000 Euros	n.a.
Conseil en innovation et services de soutien à l'innovation	n.a. ²	200 000 Euros maximum d'aide par période de 3 ans	200 000 Euros maximum d'aide par période de 3 ans	n.a.
Détachement temporaire de personnel hautement qualifié	n.a. ²	50%	50%	n.a.
Innovation de procédé et d'organisation dans les services	15%	25%	35%	n.a.
Investissement dans des pôles d'innovation	15%	25%	35%	50%
Animation de pôles d'innovation	50% en moyenne, sur une durée maximale de 5 ans	50% en moyenne, sur une durée maximale de 5 ans	50% en moyenne, sur une durée maximale de 5 ans	75% sur une durée maximale de 10 ans
Mesures « de minimis »	200 000 Euros maximum par période de 3 exercices comptables	200 000 Euros maximum par période de 3 exercices comptables	200 000 Euros maximum par période de 3 exercices comptables	n.a.

¹ Cf. la définition des Petites et Moyennes Entreprises (p.5)

² Les mesures « de minimis » peuvent s'appliquer (Cf. p.22)

MODALITÉS DE DEMANDES D'AIDE

Les demandes d'aide doivent être soumises, sous peine de forclusion, avant le début de la réalisation des investissements de RDI ou des activités connexes visées.

Il appartient aux requérants d'apporter dans le cadre de leur demande la preuve de l'effet d'incitation de la mesure d'aide sollicitée. Cet effet est présumé pour les PME pour autant que la demande d'aide est soumise avant le début des dépenses. Mais les grandes entreprises devront aussi documenter que l'aide génèrera un accroissement notable de la taille du projet, de sa portée, de son rythme d'exécution ou encore du budget consacré.

Des lignes directrices pour la soumission des demandes d'aides sont proposées sur le Portail luxembourgeois de l'innovation et de la recherche (www.innovation.public.lu) et sur le Guichet Entreprises (www.guichet.public.lu).

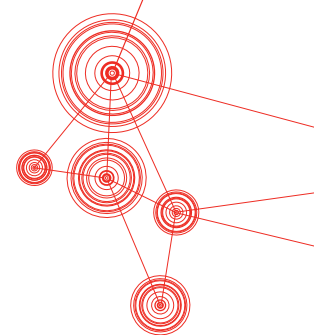
La présente brochure a un caractère purement informatif. La loi du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation reste la seule base légale. Celle-ci est téléchargeable dans son intégralité sur le Portail luxembourgeois de l'innovation et de la recherche, sous la rubrique « Publications », « Textes de loi et règlements » : http://www.innovation.public.lu/loi_rdi/.

Règles de cumul

Les aides prévues par les différents régimes d'aide de la nouvelle loi ne sont pas cumulables pour une même dépense.

Pour les mêmes dépenses admissibles, ces aides ne sont pas cumulables avec :

- des aides de « minimis », pour autant que le cumul conduit à dépasser l'intensité d'aide maximale prévue par le régime applicable ;
- les aides prévues à l'article 4 de la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet le développement et la diversification économiques, l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie ;
- les aides prévues par la loi du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural ;
- les aides prévues à l'article 5 de la loi du 30 juin 2004 portant sur la création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes ;
- les aides prévues par la loi du 15 juillet 2008 ayant pour objet : le développement économique de certaines régions du pays ; la modification de la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant elle-même pour objet le développement et la diversification économiques, l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie et la modification de la loi du 22 février 2004 instaurant un régime d'aide à la protection de l'environnement, à l'utilisation rationnelle de l'énergie et à la production d'énergie de ressources renouvelables.



ACCOMPAGNEMENT PERSONNALISÉ DE LUXINNOVATION

Luxinnovation offre un accompagnement personnalisé à toutes les étapes de réalisation des projets et démarches d'innovation et de recherche. Les équipes de **Luxinnovation assurent aux porteurs de projets des services individualisés** pour :

- l'identification des besoins de l'entreprise ou de l'organisme de recherche ;
- l'orientation vers l'outil de financement approprié ;
- l'accompagnement dans le montage des dossiers de demande d'aides financières.

L'Agence, à la fois sur le terrain avec les entreprises et très proche des institutions en charge des politiques liées à l'innovation et la recherche, soutient l'action des entrepreneurs et chercheurs dans :

1. Assistance dans la recherche de financements nationaux, européens et internationaux

- aide au montage de projet : orientation et encadrement des dossiers de demande d'aide
- accès aux décideurs nationaux et internationaux

2. Soutien aux nouvelles activités

- accompagnement complet d'un projet de startup (faisabilité, business plan, financements publics et privés, mise en relation, accueil au sein d'un incubateur)
- support aux jeunes entreprises innovantes en phase de développement

3. Transfert de technologies et recherche de collaborations

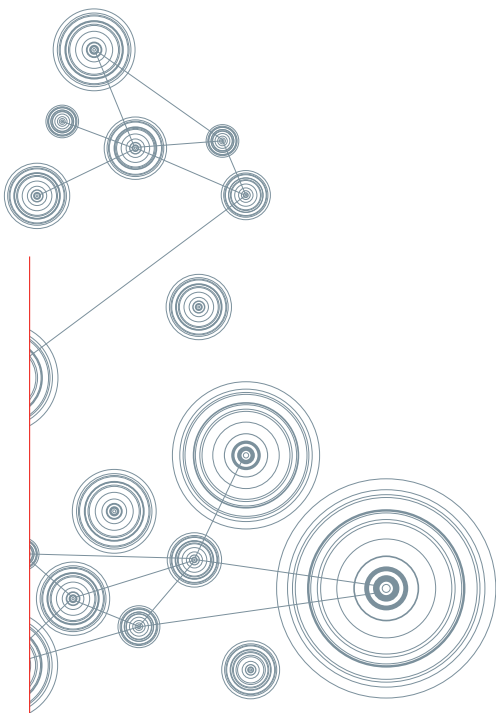
- diagnostic d'innovation
- assistance dans le transfert de technologie et veille
- mise en relation et en réseau avec des partenaires
- création et animation de clusters
- accompagnement de projets

4. Valorisation des résultats de la recherche

- analyse du potentiel socio-économique
- information et orientation en matière de propriété intellectuelle
- soutien pour la valorisation socio-économique des résultats

5. Information sur la Recherche et l'Innovation

- formations portant sur la gestion de l'innovation
- séances d'informations et workshops
- gestion du Portail luxembourgeois de l'innovation et de la recherche www.innovation.public.lu
- édition du magazine « FOCUS on research and innovation in Luxembourg »



Information et accompagnement

Luxinnovation GIE, Agence nationale pour la promotion de l'innovation et de la recherche

M. Marc FERRING

Responsable Programmes nationaux

7, rue Alcide de Gasperi

L-1615 Luxembourg Kirchberg

Tél. : +352 43 62 63-1 | Fax : +352 43 81 20

Email : marc.ferring@luxinnovation.lu

URL : www.luxinnovation.lu

Autorité nationale de gestion

Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur

M. Marco VALENTINY

Chargé de la Direction de la recherche, du développement et de l'innovation

6, boulevard Royal

L-2449 Luxembourg

Tél. : +352 2478 41 62 | Fax : +352 26 20 27 68

Email : marco.valentiny@eco.etat.lu

URL : www.eco.public.lu

Portail luxembourgeois de l'innovation et de la recherche : www.innovation.public.lu